



POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET DE LA VIE PRIVÉE

L'Office 66 est soucieux d'assurer à ses locataires une protection adéquate des données personnelles les concernant, qu'il est susceptible de collecter dans le cadre de sa mission d'organisme HLM. Chaque agent de l'Office 66 veille quotidiennement à exécuter ses missions dans le respect de la protection de la vie privée de ses locataires. Par ailleurs, l'Office 66 fait appel à des entreprises et prestataires qui accordent la même importance que lui à la protection des données personnelles de ses clients.

La présente politique externe est éditée par l'Office Public de l'Habitat des Pyrénées-Orientales (Office 66), Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 488 898 768, dont le siège social se situe à PERPIGNAN (66000), 7 rue Valette et représenté par Monsieur Aldo RIZZI, en sa qualité de Directeur général.

La présente politique décrit quels types de données personnelles vous concernant, l'Office 66 et ses éventuels sous-traitants peuvent être amenés à collecter et à traiter dans ses activités quotidiennes.

Toutes les opérations réalisées sur vos données personnelles sont effectuées dans le respect des réglementations en vigueur et notamment de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » et du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « RGPD », qui réglementent l'utilisation des informations relatives à une personne physique en France et dans l'Union Européenne.

L'utilisateur du site internet de l'Office 66 reconnaît avoir pris connaissance et avoir accepté la présente politique.

ARTICLE 1 : DÉFINITIONS

Donnée à caractère personnel : toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Traitement de données à caractère personnel : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Responsable de traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, collecte et traite des données à caractère personnel.

Destinataire : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui est habilité à recevoir communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Tiers autorisé : une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un organisme, placé sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, qui est autorisée à traiter les données à caractère personnel.

ARTICLE 2 : PRINCIPE DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Il faut que trois conditions soient remplies pour que la réglementation sur la protection des données s'applique :

- ✓ Présence d'informations concernant une personne ;
- ✓ Traitement de ces informations (collecte, utilisation, enregistrement, etc.) ;
- ✓ Traitement figurant dans des fichiers informatiques (Base de données, fichier Excel, etc.) ou classeurs ou dossiers papiers.

Lorsque les dispositions relatives à la protection des données s'appliquent, les principes sont les suivants :

- Finalité déterminée : les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage défini avant la collecte ;
- Finalité explicite : les finalités sont compréhensibles par tous et portées à la connaissance des personnes concernées ;
- Finalité légitime : l'intérêt du responsable de traitement ne doit pas aller à l'encontre de celui de la personne concernée. Les finalités du traitement ne doivent pas aller à l'encontre de la loi ni des droits et libertés fondamentales des personnes ;
- Minimisation des données : les données collectées doivent être nécessaires à la bonne marche du traitement. De manière générale elles doivent être proportionnelles à la finalité que poursuit le traitement ;
- Durée de conservation limitée : les informations ne peuvent être conservées au-delà de la réalisation de la finalité, sauf à pouvoir justifier d'un motif légitime et sérieux nécessitant la conservation des données au-delà de la réalisation de la finalité poursuivie ;
- Accès restreint aux données : les données doivent être traitées de manière confidentielle et doivent uniquement être divulguées aux personnes habilitées à en prendre connaissance dans le cadre de leurs missions ;
- Sécurité physique et logique : compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins ;
- Obligation d'information : les personnes doivent être informées de l'existence d'une collecte de données les concernant ;
- Droits des personnes : les personnes disposent de droits sur leurs données qu'ils peuvent faire valoir auprès du responsable de traitement ;
- Transfert de données hors Union Européenne : par principe, tout transfert de donnée hors de l'Union Européenne est interdit.

ARTICLE 3 : OBJET DE LA PRÉSENTE POLITIQUE

La présente politique de protection des données à caractère personnel a pour objectif d'informer les personnes concernées de la manière dont leurs données à caractère personnel sont collectées et traitées par l'Office 66 dans toutes ces activités.

Elle permet également de définir et garantir les rôles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de traitements ainsi que rappeler les grands principes de protection des données applicables. En outre, l'Office 66 communique la présente à des fins de transparence sur les traitements mis en œuvre.

ARTICLE 4 : IDENTITÉ DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Les données à caractère personnel sont collectées par l'Office Public de l'Habitat des Pyrénées-Orientales (Office 66), Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 488 898 768, dont le siège social se situe à PERPIGNAN (66000), 7 rue Valette et représenté par Monsieur Aldo RIZZI, en sa qualité de Directeur général.

ARTICLE 5 : DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre des obligations liées au RGPD, l'Office 66 a désigné un Délégué à la Protection des Données, le « DPO » ; il s'agit de la société THE NEOSHIELDS 1198, avenue du Dr Maurice Donat, Natura 3, 06250 MOUGINS

De manière générale, le DPO est chargé de mettre tout en œuvre pour garantir la conformité des traitements de données à caractère personnel et les droits des personnes concernées

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Finalités

L'Office 66 collecte des données concernant ses locataires. Ces données sont traitées conformément aux finalités prévues lors de la collecte, à savoir :

- La gestion des accès à certains services ainsi que leur utilisation ;
- Le paiement en ligne de votre loyer et de vos charges locatives ;
- La mise en place du prélèvement automatique,
- La gestion et le traitement des attestations d'assurance couvrant les risques locatifs ;
- L'envoi de newsletters ;
- Le traitement des réclamations locatives et techniques ;
- La gestion des avis et des sondages des Utilisateurs sur des Services

Données traitées

Lors de la collecte des données, l'Utilisateur sera informé si certaines données doivent être obligatoirement renseignées ou si elles sont facultatives.

En particulier, l'Office 66 pourra être amené à collecter les données suivantes :

- **Identité** : nom, prénom, adresse, numéro de téléphone (fixe ou mobile), adresse de courrier électronique, date de naissance, code interne de traitement permettant l'identification du locataire (code client) ;
- **Données relatives aux moyens de paiement** : relevé d'identité postale ou bancaire, numéro de la transaction, numéro de chèque, numéro de carte bancaire ;
- **Données relatives à la relation contractuelle** : correspondances avec le locataire (client) ;
- **Données relatives aux règlements du loyer et des charges** : modalités de règlements, avis d'échéance, reçus, retards de paiement, impayés, relances, soldes ;
- **Données de contact** : les messages envoyés sur le site via les formulaires de contact.
- **Données relatives aux candidatures** : CV, lettres de motivation.
- **Données relatives aux inscriptions aux newsletters** : nom, prénom, adresse, numéro de téléphone (fixe ou mobile),

En tout état de cause, l'Office 66 s'engage à traiter l'ensemble des données collectées de manière conforme aux réglementations en vigueur et notamment à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD.

Destinataires des données collectées

Dans le cas où l'Office 66 confie les activités de traitement de données à des sous-traitants, ces derniers seront notamment choisis pour les garanties suffisantes dont ils font preuve quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées, particulièrement en termes de fiabilité et de mesures de sécurité.

Données transférées aux autorités et/ou organismes publics

Conformément à la réglementation en vigueur, les données peuvent être transmises aux autorités compétentes sur requête et notamment aux organismes publics, exclusivement pour répondre aux obligations légales et particulièrement aux auxiliaires de justice, aux officiers ministériels et aux organismes chargés d'effectuer le recouvrement de créances.

Données transférées hors Union Européenne

Aucun transfert n'est réalisé hors Union Européenne. Toutefois, l'Office 66 se réserve le droit de transmettre vos données personnelles afin de satisfaire à ses obligations légales, et notamment si elle en était contrainte par réquisition judiciaire.

En cas de transfert de données, l'Office 66 fixe contractuellement l'obligation pour le contractant de respecter les dispositions sur la protection des données et la sécurité des informations transmises.

Dans l'hypothèse où des données seraient susceptibles d'être transférées en dehors de l'Union Européenne, l'Office 66 s'engage à ne pas transférer les données personnelles hors Union Européenne, sans autorisation préalable et écrite du client et à condition que le pays destinataire présente un niveau de protection adéquat ou suffisant.

Durées de conservation

L'Office 66 conservera vos données personnelles dans un environnement sécurisé pendant la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou pendant la durée de conservation minimale prévue par la législation applicable notamment en matière civile et commerciale. Certaines données personnelles peuvent être conservées par l'Office 66 pour des durées plus longues exclusivement à des fins archivistiques, dans l'intérêt public, à des fins de recherche historique ou encore à des fins statistiques.

Dans le cadre de votre dossier locataire, les données sont archivées pendant 5 ans à l'issue de votre départ. Les informations relatives à votre carte bancaire ne sont pas conservées au-delà de la période de transaction à moins que vous ayez expressément consenti à leur enregistrement.

ARTICLE 7 : COOKIES

Nous n'utilisons pas de cookies sur le site internet de l'OFFICE 66.

Nous utilisons des cookies de navigation uniquement sur notre espace client (espace locataire).

Ils sont strictement nécessaires à la navigation sur l'espace client et devant garantir son bon fonctionnement.

Ces Cookies permettent à leur émetteur, pendant leur durée de validité, de reconnaître le terminal concerné (ordinateur, tablette, smartphone, etc.) à chaque fois que ce terminal accède à un contenu numérique comportant des Cookies du même émetteur. Un cookie enregistre des informations relatives à la navigation de votre ordinateur sur notre site (la date et l'heure de la consultation, etc.) que nous pourrions utiliser lors de vos visites ultérieures.

Les Cookies de navigation permettent d'améliorer les performances des Services proposés afin de fournir à l'Utilisateur une meilleure utilisation du Site. Ces Cookies ne requièrent pas l'information et l'accord préalable de l'Utilisateur pour être déposés sur le terminal de l'Utilisateur.

Plus précisément ces Cookies de navigation permettent notamment de :

- Permettre l'accès à un espace réservé soumis à identifiant et mot de passe ;
- Mémoriser des informations relatives au formulaire que l'Utilisateur a rempli sur l'espace client ou à des informations que l'Utilisateur a choisi sur ce dernier ;
- Offrir à l'Utilisateur un accès à son compte ou à tout autre espace réservé aux abonnés grâce à ses identifiants ;
- Mettre en œuvre des mesures de sécurité, par exemple lorsqu'il est demandé à l'Utilisateur de se connecter à nouveau à un contenu ou à un Service après une certaine durée écoulée.

Nous n'utilisons pas de cookies qui permettent d'établir des statistiques de fréquentations et des mesures d'audience.

ARTICLE 8 : LIENS HYPERTEXTES

Toute mise en place d'un lien hypertexte permettant l'accès au site de l'Office 66 doit faire l'objet d'une autorisation expresse et préalable de l'Office 66, qui se réserve la possibilité de faire supprimer ce lien à tout moment. Seuls sont autorisés les liens hypertextes renvoyant à la page d'accueil du site de l'Office 66.

ARTICLE 9 : DROITS DES PERSONNES

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Pour des motifs légitimes et sérieux tenant à votre situation particulière, vous pouvez vous opposer au traitement des données vous concernant.

L'ensemble de ces droits s'exerce auprès du référent Informatique et Libertés de l'Office 66 au moyen soit d'un courrier envoyé en recommandé à l'adresse suivante : 7 rue Valette BP 60440, 66004 PERPIGNAN CEDEX soit d'un mail envoyé à l'adresse suivante : ril@office66.fr. Par mesure de sécurité, la demande du locataire devra impérativement être signée et il pourra lui être demandé une copie de sa pièce d'identité. En cas de mécontentement dans le cadre du traitement de ses données personnelles, le locataire a le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 10 : MESURES DE SÉCURITÉ

Compte tenu de l'évolution des technologies, des coûts de mise en œuvre, de la nature des données à protéger ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes, l'Office 66 met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel collectées et traitées et un niveau de sécurité adapté au risque.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA POLITIQUE

En cas de modification de la présente politique par l'Office 66 ou si la loi l'exige, elle sera publiée sur notre site et sera effective dès sa publication. Par conséquent, nous vous invitons à vous y référer lors de chaque visite afin de prendre connaissance de sa dernière version, disponible en permanence sur notre site internet.

Pour toute information sur la protection des données personnelles, vous pouvez également consulter le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ([CNIL](#)).